

Passage en revue des  
Opportunités et Défis pour  
le Renforcement du Nexus  
Humanitaire-Développement  
en matière de Nutrition, avec  
les exemples du Myanmar, du  
Niger et de l'Afghanistan

## LA RÉPUBLIQUE DE L'UNION DU MYANMAR ÉTUDE DE CAS

## Ce projet comprend les publications suivantes

Leçons apprises du passage en revue du Nexus Humanitaire-Développement au Myanmar, au Niger et en Afghanistan

- Rapport
- Note de synthèse

Passage en revue des opportunités et défis pour le Renforcement du Nexus Humanitaire-Développement en matière de nutrition, avec les exemples du Myanmar, du Niger et de l'Afghanistan

- Afghanistan
- Myanmar
- Niger

Toutes les publications et l'enregistrement des webinaires accompagnés sont disponibles en français et en anglais en cliquant sur les liens suivants :

[GNC](#)

[Scaling Up Nutrition](#)



# TABLE DES MATIÈRES

---

Acronymes	04
Introduction	05
À propos de ce rapport	05
Le Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition	05
L'étude de cas du Myanmar	06
Pourquoi le HDN est-il pertinent dans le contexte du Myanmar ?	06
Une approche multisectorielle de la nutrition avec des antécédents solides	08
Des flux importants humanitaires de financement pour le développement et l'aide humanitaire	10
Le secteur de la nutrition bénéficie de mécanismes de coordination inclusifs, dirigés par le NNC	12
Conclusions et recommandations pour renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition au Myanmar	13
Développer une compréhension commune du Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition	14
Soutien pour la mise en œuvre du MS-NPAN par le biais d'un plan d'action commun	14
<b>Annexe 1 : Champ d'application, méthodologie, contexte et documents utilisés dans cette étude documentaire</b>	<b>15</b>
Champ d'application	15
Méthodologie	15
Contexte	16
Documents utilisés dans cette étude documentaire	18
<b>Annexe 2 : Personnes interviewées</b>	<b>19</b>
Références	20
Remerciements	20





## À PROPOS DE CE RAPPORT

Cette étude de cas est l'une des trois études constituant la base d'un rapport mondial réalisé à la demande du Groupe de la nutrition (GNC) et du Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) afin de comprendre les expériences des États touchés par des crises (CAS) et de proposer des solutions concrètes visant à renforcer le Nexus Humanitaire-Développement (HDN) pour de meilleurs résultats en matière de nutrition. Les pays inclus dans l'étude ont des endroits qui ont souffert de crises de très longue date, mais souvent la dichotomie dépassée entre l'intervention humanitaire et la programmation du développement est encore adoptée.

Au Myanmar, l'étude de cas visait à déterminer comment le Groupe de travail technique sur la nutrition dans les situations d'urgence, le Réseau technique de nutrition du Myanmar (MNTN) et toutes les parties prenantes du Mouvement SUN pourraient contribuer davantage à la mise en place d'un HDN efficace pour la nutrition. Un accent particulier a été mis au cours des consultations sur les principaux moteurs de collaboration, d'influence et de changement et sur les principaux obstacles rencontrés. Par conséquent, l'analyse n'est pas exhaustive, mais fondée sur l'objectif visé. Seuls les aspects pertinents des contextes sont présentés et le rapport est axé sur la présentation des principales opportunités identifiées lors des consultations.

## LE NEXUS HUMANITAIRE- DÉVELOPPEMENT POUR LA NUTRITION

Le Nexus Humanitaire-Développement est communément compris dans le contexte de la Nouvelle Méthode de Travail (OCHA, 2017), qui encadre le travail des acteurs du développement et de l'humanitaire, ainsi que des homologues nationaux et locaux, en soutien aux résultats collectifs réduisant les risques et la vulnérabilité et servant de contribution à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). La nouvelle méthode de travail peut être décrite, en résumé, comme un travail sur plusieurs années, basé sur l'avantage comparatif d'une gamme diverse d'acteurs, en vue de résultats collectifs. Dans la mesure du possible, ces efforts devraient renforcer et consolider les capacités qui existent déjà aux niveaux national et local.

Il est de plus en plus évident qu'investir dans la sécurité alimentaire contribue à la lutte contre la faim et aide à construire la paix, la stabilité et le développement du capital humain. Assurer la sécurité alimentaire pour tous est donc un exploit crucial mais complexe qui exige la collaboration de divers secteurs et de multiples acteurs. La collaboration doit se faire dans le cadre d'une approche intégrée visant à améliorer l'accès aux aliments nutritionnels et aux services de nutrition, à l'eau, à l'assainissement, aux services

de santé et de protection sociale. Dans ce contexte, il est clair que le concept du HDN est particulièrement pertinent pour la nutrition, domaine dans lequel les résultats dépendent fortement des interventions multisectorielles et multidimensionnelles.

Du fait qu'il s'agit d'un objectif très ambitieux et qu'il nécessite l'engagement et la participation active d'un large éventail d'acteurs et de secteurs, la recherche de domaines de convergence et de collaboration nécessite d'abord d'examiner collectivement les besoins, d'identifier des cibles et des objectifs communs, d'examiner les options d'intervention et les avantages comparatifs des différents acteurs afin de déterminer la combinaison la plus efficace de ressources et d'apports. Cette étude examine comment les groupes de la nutrition, les groupes de coordination sectorielle et les plateformes multiacteurs peuvent favoriser et soutenir cette approche collaborative et comment elle pourrait aboutir à une réduction de la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire à court terme et accroître l'autonomie et la résilience aux chocs futurs.

## L'ÉTUDE DE CAS DU MYANMAR

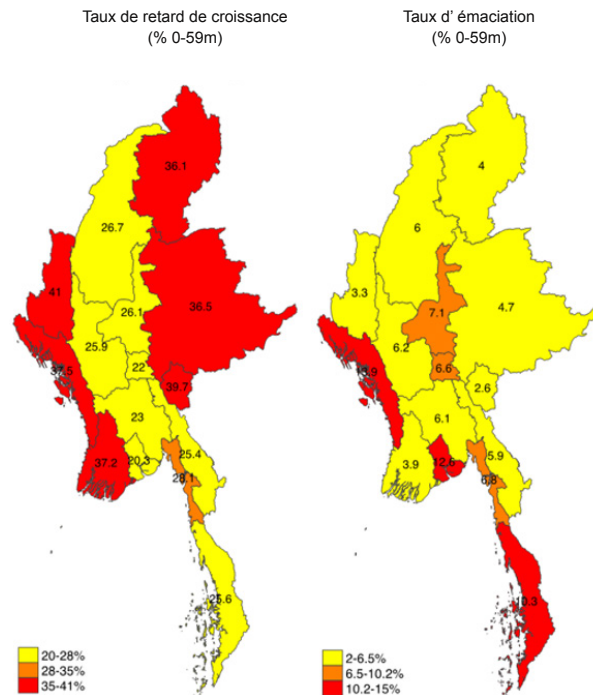
L'étude de cas fut menée entre juillet et septembre 2020. En raison des restrictions de la pandémie du COVID-19, toutes les données ont été collectées à distance, ce qui signifie que les informateurs peuvent ne pas être une véritable représentation de toutes les parties prenantes. Cette étude de cas de pays est fondée sur les apports des membres du MNTN, des représentants des institutions gouvernementales, de la société civile et des agences des Nations Unies qui forment le secteur de la nutrition au Myanmar, ainsi que sur des données et des documents secondaires. Une méthodologie détaillée, les listes des principaux documents consultés et des personnes interrogées se trouvent dans les annexes.

Le Myanmar est confronté à un risque élevé de catastrophes naturelles (cyclones, inondations et tremblements de terre) associé à un conflit dans certaines zones frontalières, ce qui entraîne un besoin récurrent d'intensifier les interventions d'urgence. Par conséquent, cela nécessite des mécanismes de coordination rigoureux et la collaboration entre les partenaires humanitaires et de développement pour préparer et répondre de manière appropriée aux besoins en matière de nutrition. Le Myanmar a fait des progrès significatifs dans la réduction de la sous-nutrition infantile au cours de la dernière décennie et a également développé un plan de nutrition bien conçu dans le cadre du Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (MS-NPAN). Toutefois, le pays présente encore des taux de prévalence élevés de différentes formes de malnutrition, ainsi qu'un certain nombre de populations extrêmement vulnérables.

Le concept du HDN est relativement bien compris au sein des organisations internationales, mais moins bien maîtrisé par les autorités et les partenaires locaux. Le développement du HDN pour la nutrition nécessite l'identification de domaines spécifiques de convergence et de collaboration. L'expérience et les connaissances des organisations de la société civile et leur longue présence dans les communautés représentent une grande opportunité pour soutenir la mise en œuvre du MS-NPAN et pour contribuer à améliorer la préparation aux catastrophes récurrentes.

## POURQUOI LE HDN EST-IL PERTINENT DANS LE CONTEXTE DU MYANMAR ?

### Encadré 1: Inégalités croissantes et inégalités persistantes, taux de retard de croissance et d'émaciation dans les États et régions du Myanmar



Source: DHS, 2015.

Le contexte du Myanmar est un excellent exemple de la pertinence du HDN pour la nutrition et du fait que les acteurs humanitaires et de développement travaillent déjà dans le même environnement. Le Myanmar est une nation en très nette transition : pays à revenu intermédiaire ayant connu des changements politiques et économiques drastiques depuis 2011, il est également vulnérable aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles et a connu des conflits actifs dans certains États pendant des décennies. Les disparités économiques et sociales sous-jacentes, associées à une forte prévalence des catastrophes naturelles et des conflits armés, créent un environnement d'intervention complexe et aggravent les vulnérabilités, y compris la mauvaise nutrition au sein de la population locale.

Depuis 2011, le Myanmar a entrepris des réformes politiques, économiques et administratives considérables, avec un passage à la gouvernance démocratique et à une économie de marché. La suppression des sanctions économiques et l'augmentation des investissements étrangers et de l'aide au développement ont permis d'améliorer le niveau de vie d'une grande partie de la population. Au cours des dernières années, le Myanmar a connu l'une des croissances économiques les plus rapides de la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique et est globalement axé sur les services, l'industrie et l'agriculture (Banque mondiale, 2020).

Toutefois, malgré cette croissance, de grandes disparités de développement économique et social persistent entre

les États et les régions<sup>1</sup>, ainsi qu'au sein des municipalités — en particulier dans les zones les plus éloignées et les moins avancées, les zones périurbaines et les États touchés par des conflits. Parmi les pays de l'ANASE, le Myanmar a l'espérance de vie la plus faible et le deuxième taux de mortalité infantile et juvénile le plus élevé. La sous-nutrition infantile reste un problème de santé publique, avec plus de 1,3 million d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance et plus de 300 000 cas d'émaciation à un moment donné (Blankenship et al. 2020). Les disparités entre les États et les régions sont évidentes en ce qui concerne les résultats en matière de nutrition, avec de nettes différences dans les taux de retard de croissance et d'émaciation dans les différentes régions du pays (voir Encadré *Figure 1*).

Outre les défis économiques et de développement, le Myanmar est l'un des pays les plus vulnérables du monde aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Une partie importante de la population est régulièrement exposée à des tremblements de terre, des cyclones et de graves inondations. La mousson apporte de fortes pluies dans les zones montagneuses et dans le delta du fleuve de mai à octobre, déplaçant de nombreuses personnes chaque année. Dans les villes, la situation est aggravée par une mauvaise planification urbaine et dans les zones rurales, l'érosion des rivières et des barrages est un problème important. La pire catastrophe naturelle récente a été le cyclone Nargis en 2008 dans lequel, outre les dégâts matériels considérables — dans

certaines régions, plus de 70 % des bâtiments ont été détruits — plus de 150 000 personnes ont perdu la vie et 1,5 million ont été gravement touchées. La réponse à ces catastrophes récurrentes est ralentie par le manque de services sociaux de base qui permettraient une intervention coordonnée à l'échelle nationale.

Enfin, le Myanmar est le seul pays d'Asie du Sud-Est qui a connu des conflits actifs pendant des décennies. Des conflits se sont déclenchés dans cinq États (Kachin, Shan du Nord, Rakhine, Chin et Kayin) nécessitant à la fois des solutions durables dans certaines régions comme le Kachin et le Shan et des interventions à court et moyen terme dans les zones en proie à des conflits.

<sup>1</sup> Le Myanmar comprend sept régions (principalement peuplées par des Birmans) et sept États (principalement peuplés par des minorités ethniques), chaque district ou État étant divisé en zones de gouvernement local.

© UNICEF/UN0235055/Htet



# UNE APPROCHE MULTISECTORIELLE DE LA NUTRITION AVEC DE SOLIDES ANTÉCÉDENTS

Le Myanmar a de solides antécédents dans le domaine de la reconnaissance de la nature multisectorielle de la nutrition et a pris des mesures pour la rendre opérationnelle. L'engagement politique en faveur de la nutrition s'est accru au cours de la dernière décennie, avec pour point culminant l'adoption en 2018 du Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (MS-NPAN). Sa mise en œuvre a commencé dans certaines régions et offre l'occasion de mettre en œuvre une approche multisectorielle globale pour la nutrition, unissant les acteurs du développement et de l'aide humanitaire autour d'objectifs communs.

L'évolution récente de la politique nutritionnelle au Myanmar remonte au Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition, 2011-2015, lequel a été rédigé en 2010. Cela a permis de reconnaître la nature multisectorielle de la nutrition et a représenté un solide engagement du gouvernement en faveur de la nutrition dans tout le pays. Le plan a été élaboré avec des partenaires multisectoriels dirigés par le Centre national de nutrition (NNC) du ministère de la Santé et des Sports (MoHS) et soutenu par l'UNICEF. Ce plan a ouvert la voie à l'adhésion du Myanmar au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) en mai 2013 et à la création d'une plateforme multiacteurs (MSP) en novembre 2014.

En 2017, le ministère de la Santé et des Sports en collaboration avec tous les secteurs concernés, les Nations Unies et la société civile, a lancé un plan de travail multisectoriel pour lutter contre la malnutrition au Myanmar : le Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (MS-NPAN). Le processus d'élaboration de la politique a été lancé par la conseillère d'État, Aung San Suu Kyi, soutenue par les membres du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN (SUN UNN).<sup>2</sup> Le processus de développement du MS-NPAN a permis d'amener les principaux ministères<sup>3</sup> à collaborer, et de faire en sorte que la nutrition soit reconnue et traitée au plus haut niveau comme une question multisectorielle.

Le MS-NPAN a été officiellement adopté en 2018, sous la forme d'un plan d'action quinquennal chiffré. Il se fonde sur les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé en matière de nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants et promeut une approche fondée sur le cycle de vie pour améliorer la nutrition des enfants, des adolescents et des mères grâce à une approche multisectorielle englobant la santé, la protection sociale, l'éducation et l'agriculture/les moyens de subsistance. Bien que des secteurs clés soient concernés, le cadre de résultats n'est pas spécifique à un secteur. Un accent particulier est mis sur les

carences en microéléments ainsi que sur la convergence géographique des interventions.

La mise en œuvre du MS-NPAN est dirigée par le NNC, en collaboration avec les autres ministères concernés et est soutenue par les principaux acteurs du secteur de la nutrition au Myanmar : le Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT), le Fonds pour l'accès à la santé, l'UNICEF, la FAO, la Banque mondiale et le PAM. À ce jour, des plans de mise en œuvre ont été élaborés dans quatre États et une région<sup>4</sup>, avec le soutien des gouvernements des États et des comités en faveur de la nutrition.

La plupart des activités<sup>5</sup> spécifiques à la nutrition définies dans le cadre du MS-NPAN ont déjà été lancées (ou étaient en place avant le MS-NPAN), notamment l'Alimentation communautaire des nourrissons et des jeunes enfants, l'initiative Hôpitaux amis des bébés, la Gestion intégrée de la malnutrition aiguë, le Modèle de croyance en santé, les programmes de soutien à l'allaitement sur le lieu de travail, la formation à la nutrition avant et pendant le service, et l'ensemble des services de santé essentiels. Certaines interventions en faveur de la nutrition et qui visent à traiter les causes sous-jacentes de la malnutrition, sont également

<sup>2</sup> Il s'agit notamment de l'initiative REACH, de l'OMS, du FNUAP, de l'UNOPS, du PAM, de la FAO, de l'ONU-Femmes, de la Banque mondiale et de l'UNICEF.

<sup>3</sup> Notamment le ministère de l'Agriculture et des moyens de subsistance, le ministère de la Protection sociale, du Secours et de la Réinstallation, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Santé et des Sports et le ministère des Ressources naturelles et de la Préservation de l'environnement.

<sup>4</sup> Kayin, Kayah, Shan du Sud, Kachin, et le delta de l'Ayeyarwady.

<sup>5</sup> Les interventions et programmes spécifiques à la nutrition abordent les facteurs déterminants immédiats de la malnutrition et du développement — alimentation adéquate et apport en nutriments, alimentation, soins et pratiques parentales, et faible fardeau des maladies infectieuses. Les interventions ou programmes en faveur de la nutrition abordent les facteurs déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant — la sécurité alimentaire, des ressources de soins adéquates au niveau de la mère, du foyer et de la communauté, et l'accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique — et intègrent des objectifs et des actions spécifiques en matière de nutrition.





© UNICEF/UNI126275/Rosetti

déployées. La plus importante d'entre elles est le Transfert d'argent pour la mère et l'enfant (MCCT) qui lie le transfert conditionnel (en partie) à la fréquentation des centres de nutrition et qui a une couverture nationale, y compris dans les zones touchées par la crise.

À Rakhine, la diffusion du MS-NPAN a commencé à l'initiative du directeur de la santé de l'État comme une occasion de stimuler la discussion et la collaboration multisectorielles. La phase de planification du MS-NPAN à Rakhine représente une opportunité de renforcer efficacement le HDN pour la nutrition en engageant tous les acteurs,

en particulier les organisations de la société civile et les agences de coopération, impliqués dans la mise en œuvre d'interventions spécifiques et sensibles à la nutrition.

Le MS-NPAN représente un cadre ambitieux pour une approche de la nutrition qui inclut tous les acteurs au Myanmar. Il est encourageant de constater que plusieurs États l'appliquent déjà, et que certains programmes ont atteint une couverture nationale. Cela constitue une base solide pour un déploiement plus complet du MS-NPAN, y compris dans les régions du pays qui ont les plus grands besoins en matière de nutrition.

Il appartient à tous les acteurs — y compris les acteurs humanitaires et les acteurs non étatiques — de contribuer au MS-NPAN et de s'aligner sur un ensemble unique d'objectifs en matière de nutrition. Les compétences techniques et les connaissances contextuelles d'un large éventail d'acteurs pourraient soutenir la priorité des actions, garantissant ainsi une mise en œuvre aussi efficace que possible. Les réseaux locaux de partenaires d'exécution pourraient contribuer à étendre la mise en œuvre et le renforcement des systèmes de nutrition dans les zones où la présence du gouvernement est limitée.

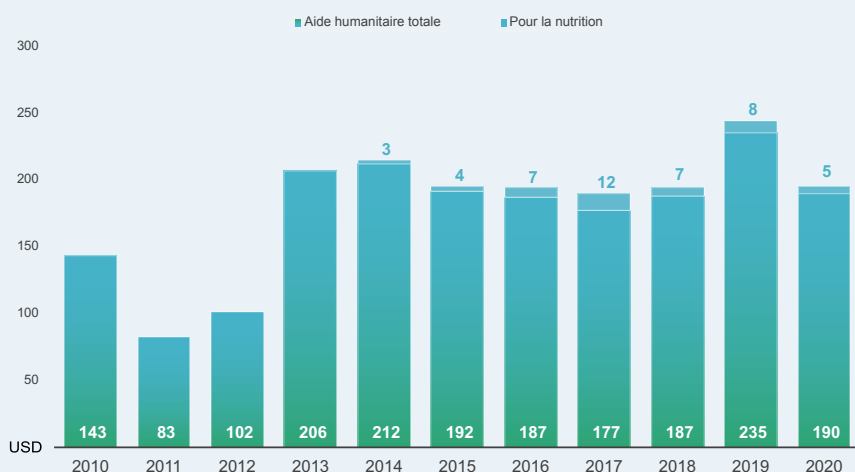
# DES FLUX IMPORTANTS DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AIDE HUMANITAIRE

Depuis 2012, l'aide au développement du Myanmar a fortement augmenté. Dans la même période, l'aide humanitaire a également augmenté, quoique plus modestement. Cela a augmenté le nombre d'organisations internationales et de donateurs travaillant au Myanmar. Bien que le financement des programmes de nutrition reste très limité, il existe de plus en plus de possibilités de co-implantation des programmes humanitaires et de développement. On constate une plus grande flexibilité de la part des donateurs et des organisations qui facilitent l'approche du HDN pour la nutrition.

En 2008, après le cyclone Nargis, l'aide humanitaire au Myanmar a considérablement augmenté. Une autre forte augmentation a eu lieu en 2013, suivie par des niveaux de financement élevés au cours des cinq dernières années (voir Encadré 2). Cela s'est traduit par une augmentation de l'aide au développement : depuis 2012, de nombreuses organisations internationales et de nombreux donateurs ont initié ou augmenté leurs engagements en faveur du Myanmar. Toutefois, le financement des interventions liées à la nutrition reste très limité, tant pour le financement de l'aide humanitaire que pour celui du développement.

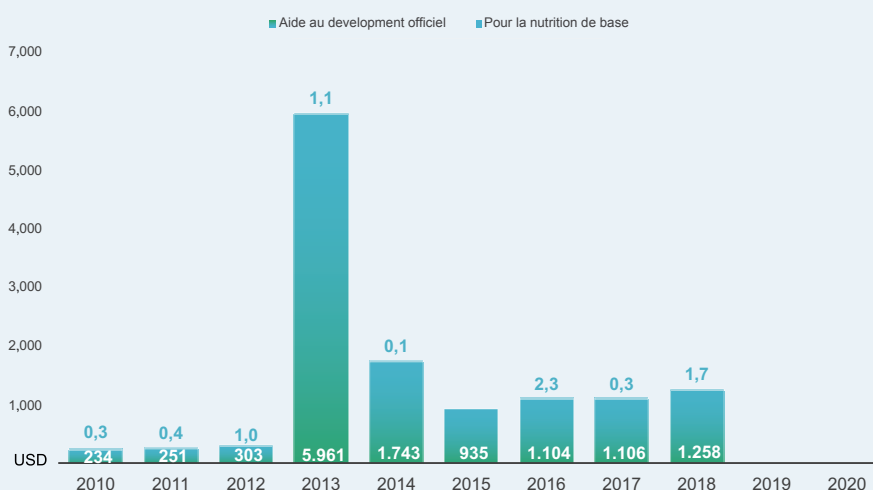
Les principaux donateurs humanitaires au Myanmar (en 2020) sont les États-Unis, le Japon (qui représentent ensemble 50 % de l'aide humanitaire), l'UE, l'Australie, l'Allemagne, la Suisse, le Canada, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède. Les États-Unis, l'Allemagne, l'UE (par l'intermédiaire d'ECHO), le Japon, la Suède et le Danemark sont

**Encadré 2 : Financement de l'aide humanitaire au Myanmar (total et lié à la nutrition), 2010-2020. (Millions dollars É.-U)**



Source: OCDE CRS

**Encadré 3 : Financement de l'aide au développement au Myanmar (total et lié à la nutrition), 2010-2018 (Millions dollars É.-U).**



Source: OCHA FTS

les principaux donateurs pour les programmes de nutrition humanitaire. En tant que pays à revenu moyen inférieur, on pourrait s'attendre à ce qu'il soit capable de mobiliser des ressources financières nationales en matière de nutrition, mais au cours de cette étude de cas, il n'a pas été possible d'identifier des informations à ce sujet. Un exercice d'évaluation des coûts est en cours pour soutenir les arguments en faveur de l'investissement dans la nutrition et d'une meilleure mobilisation des ressources. Cela devrait fournir de meilleures preuves sur les flux de financement existants pour la nutrition.

Jusqu'en 2017, l'aide humanitaire était principalement axée sur les zones frontalières et en particulier sur Rakhine, tandis que l'aide au développement était encore largement dirigée vers les régions centrales. Toutefois, on observe un changement permanent, les zones frontalières étant de plus en plus prioritaires pour le financement du développement, les projets et les fonds communs. Le croisement géographique croissant entre le développement et les interventions humanitaires offre une opportunité de collaboration et de coordination accrues entre les acteurs, et de développer davantage l'approche du HDN pour la nutrition. C'est notamment le cas à Rakhine, Kachin et Shan, où sont concentrés la plupart des acteurs et des interventions humanitaires.

Parallèlement, on constate depuis peu que le financement des donateurs devient plus flexible. Par exemple, en décembre 2019, la délégation de l'UE au Myanmar a lancé le mécanisme d'intervention Nexus, qui vise à apporter un soutien aux populations touchées par le conflit. Le fonds est géré par la Direction générale de la coopération au développement de l'UE, en consultation avec des collègues d'ECHO et du Service européen pour l'action extérieure. Il fonctionne selon une approche flexible et adaptative, permettant une évaluation et une réaffectation régulières des fonds, et peut financer le contrôle par des tiers, contribuant ainsi à fournir des preuves pour informer et améliorer la prise de décision commune.



© UNICEF/UNI136066/Dean

Au cours de l'année écoulée, la réponse à la pandémie du COVID-19 a eu des répercussions sur de nombreuses activités liées à la nutrition. Elle a considérablement ralenti la mise en œuvre du MS-NPAN et l'élaboration de plans infranationaux. Mais elle a également permis de souligner l'importance de la préparation aux catastrophes, de la coopération entre l'aide humanitaire et le développement et des capacités des programmes à long terme à s'adapter pour répondre aux besoins croissants. Par exemple, le MCCT a fourni un transfert d'argent supplémentaire ponctuel à ses bénéficiaires, tandis que le programme LIFT<sup>6</sup> a accru sa flexibilité pour permettre à ses partenaires d'adapter leurs activités et de répondre à de nouveaux besoins.

Les politiques nationales de nutrition et l'élaboration de programmes de nutrition ont encore plus de portée pour adopter

une approche plus éclairée par rapport aux risques. Le Myanmar est sujet à des crises naturelles et humaines récurrentes, mais ce ne sont pas des événements inattendus. Pour faire face à ces événements et assurer la continuité des services de nutrition, il faut une capacité d'intervention rapide coordonnée et, parallèlement, se concentrer sur la préparation et la résilience. À l'heure actuelle, les interventions en cas de catastrophe sont principalement dirigées par les acteurs humanitaires et le Ministère de la protection sociale, des secours et de la réinstallation, ce qui laisse passer une occasion d'adopter une approche plus intégrée conforme au concept du HDN pour la nutrition.

<sup>6</sup> Le Fonds pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire est un programme multisectoriel géré par l'UNOPS, qui reçoit des fonds de 16 donateurs internationaux et vise à renforcer la résilience et la durabilité des moyens de subsistance au sein des foyers démunis au Myanmar.

# LE SECTEUR DE LA NUTRITION BÉNÉFICIE DE MÉCANISMES DE COORDINATION INCLUSIFS, DIRIGÉS PAR LE NNC

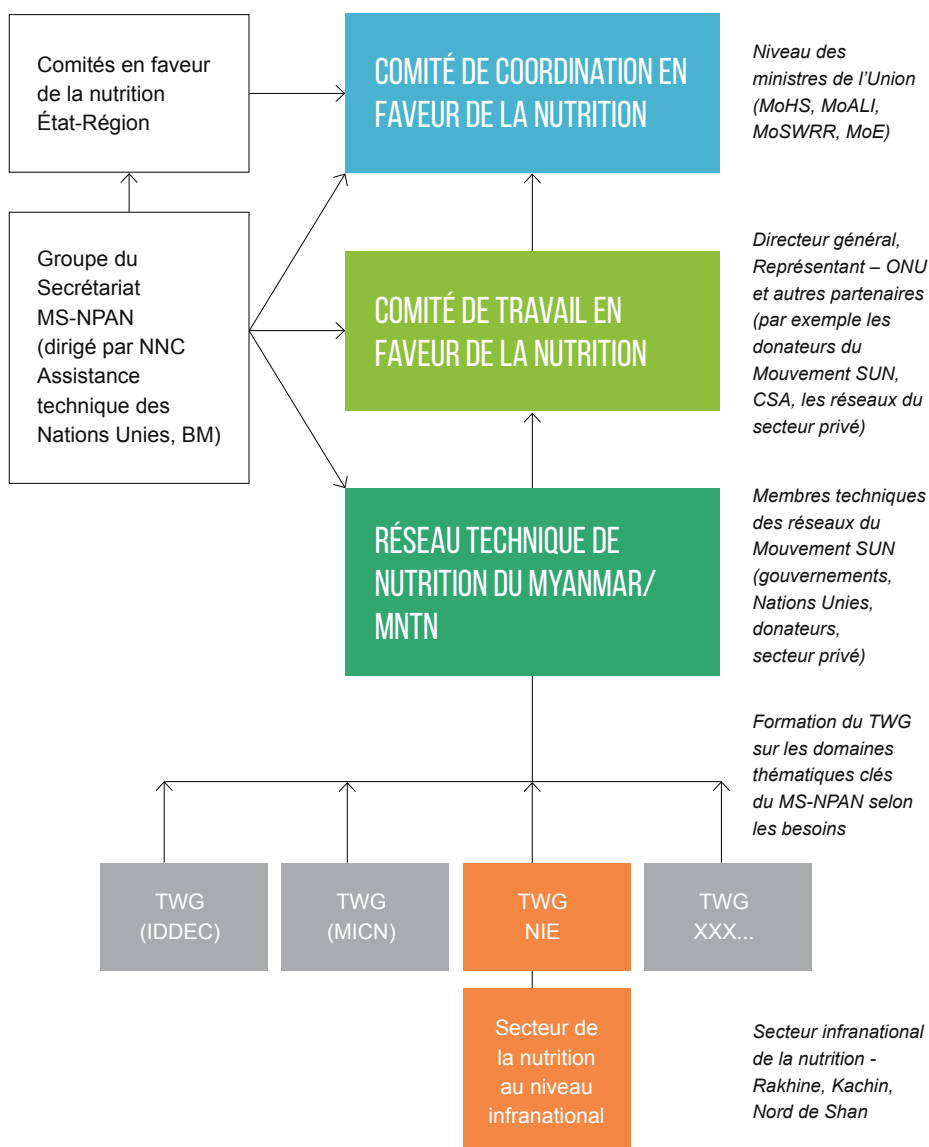
Le Myanmar a une longue histoire de coordination en matière de nutrition, qui remonte à l'intervention lors du cyclone Nargis en 2008. La coordination sectorielle a continué d'évoluer en réponse aux événements de développement et humanitaires, et il existe maintenant un solide écosystème de coordination avec de multiples organes de coordination actifs à différents niveaux.

Au Myanmar, le Groupe de la nutrition a été initialement activé lorsque le cyclone Nargis a frappé le pays en avril 2008. En 2009, dans l'environnement post-intervention, le groupe est passé au MNTN, qui a poursuivi le travail de coordination de la nutrition du groupe. Le groupe a été réactivé entre novembre 2010 et janvier 2011 à la suite du cyclone Giri. Bien que les groupes santé, eau, assainissement et hygiène, et protection aient été activés en 2012 après le déplacement massif dû au conflit à Rakhine, le Groupe de la nutrition n'a pas été activé. La coordination a continué à être gérée par un « secteur » solide — un arrangement qui se poursuit.

Le leadership technique et la coordination du secteur de la nutrition sont facilités par le Groupe de travail sur la nutrition dans les situations d'urgence (NIE), qui relève du MNTN et qui soutient à la fois la stratégie et la planification à long terme (par le biais du MS-NPAN) et la planification et la mise en œuvre des interventions d'urgence (voir Encadré 4).

Il existe une forte adhésion aux mécanismes de coordination au niveau central, et dans les régions et États clés. Les réunions nationales sont tenues tous les deux mois, avec des réunions mensuelles en cas d'urgence active. À Rakhine, des réunions mensuelles rassemblent les acteurs de l'humanitaire et du développement pour discuter de sujets techniques clés. En plus des structures de coordination détaillées ci-dessus, le SUN UNN (actuellement

**Encadré 4. Système de coordination multisectorielle de la nutrition au Myanmar**



Source : Plan d'action national multisectoriel du Myanmar sur la nutrition 2018/19 - 2022/23- adapté



présidé par l'UNICEF et convoqué par la branche de soutien intensif de l'UNN - ONU REACH) se réunit tous les mois, et les chefs des agences se réunissent tous les trimestres.

Les interventions face à la pandémie du COVID-19 a renforcé le rôle de multiples mécanismes de coordination de la nutrition au Myanmar. En mars 2020, le Groupe stratégique consultatif pour la nutrition (SAG) du Groupe de travail sur la nutrition dans les situations d'urgence (NiE) a été officiellement approuvé en tant que groupe de travail d'intervention nutritionnelle en situation de COVID-19. Il a par ailleurs élaboré un guide d'intervention nutritionnelle en situation de COVID-19, visant à assurer la continuité des interventions essentielles en matière de nutrition, adapté la note d'orientation du programme NiE et dispensé une formation en ligne au personnel de développement et d'aide humanitaire. Parallèlement, les membres du SUN UNN, en collaboration avec le gouvernement et les organisations de la société civile, ont élaboré une note d'orientation harmonisée et normalisée dans le cadre du MS-NPAN. Enfin, le NiE SAG s'est élargi pour inclure tous les partenaires de la nutrition et couvrir toutes les questions en matière de nutrition.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LE NEXUS HUMANITAIRE- DÉVELOPPEMENT POUR LA NUTRITION AU MYANMAR

Le Myanmar a déjà mis en place les bases d'une approche HDN pour la nutrition, mais le contexte du pays et l'évolution récente permettent d'aller encore plus loin. L'environnement politique existant en matière de nutrition, et le MS-NPAN, fournissent un cadre complet pour une approche du HDN en matière de nutrition. En garantissant que les acteurs humanitaires et de développement partagent une compréhension commune du HDN, et sont conscients de la manière dont ils peuvent apporter leurs capacités de mise en œuvre, leurs connaissances et leur expertise, ces cadres peuvent être

pertinents pour tous les acteurs de la nutrition et les inclure.

Parallèlement, le croisement géographique croissant entre le financement et les interventions de développement et d'aide humanitaire, associé à une plus grande flexibilité des donateurs, offre une opportunité pour la mise en œuvre pratique du HDN pour la nutrition.

Le Myanmar est bien placé pour saisir ces opportunités, mais les recommandations suivantes fournissent des actions spécifiques qui pourraient être prises pour s'assurer que la valeur des opportunités est maximisée.

## DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DU NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT POUR LA NUTRITION

### Le coordinateur du secteur de la nutrition et l'interlocutrice technique du Mouvement SUN devraient :

- partager les documents existants sur le HDN avec les membres du MNTN et les membres du Mouvement SUN, y compris les bonnes pratiques, et favoriser l'échange d'expériences ;
- organiser des sessions spécifiques et inclusives pour les parties prenantes actuelles et potentielles, afin d'améliorer la compréhension du HDN et d'identifier des domaines spécifiques de convergence et de collaboration — par exemple : soutien des résultats collectifs, amélioration de la préparation aux crises alimentaires, renforcement des systèmes pertinents, thèmes

de plaidoyer et interventions communes pour la mobilisation commune des ressources ;

- prendre contact avec les coordinateurs des niveaux infranationaux et les parties prenantes du Mouvement SUN pour la diffusion d'informations et pour assurer leur inclusion et leur participation aux formations et aux ateliers.

### GNC, le SMS et les réseaux mondiaux du Mouvement SUN devraient

- soutenir le Coordinateur du secteur de la nutrition et l'Interlocutrice technique du Mouvement SUN en mobilisant l'assistance technique requise, si elle n'est pas disponible

dans le pays, par le biais de contrats et de projets existants (Alliance technique GNC, Assistance technique du Mouvement SUN pour le renforcement des capacités (TASC)).

### Le coordinateur résident et le coordinateur de l'action humanitaire des Nations Unies devraient :

- être des pionniers de la nutrition et défendre le HDN au plus haut niveau national.

### Le coordinateur du Mouvement SUN et les dirigeants devraient :

- inclure la création du HDN dans l'agenda de sa prochaine visite au Myanmar (reportée en raison de la crise du COVID-19).

## SOUTIEN À LA MISE EN ŒUVRE DU MS-NPAN PAR LE BIAIS D'UN PLAN D'ACTION COMMUN

### Le Groupe de travail technique de la NiE, l'interlocutrice technique du Mouvement SUN et le Groupe central du MNTN devraient :

- continuer à identifier des zones géographiques pilotes où les capacités locales et humanitaires pourraient être mises à profit pour soutenir la mise en œuvre du MS-NPAN ;
- organiser des sessions de travail communes avec tous les secteurs et les partenaires humanitaires et de développement contribuant à la nutrition afin d'identifier des objectifs et des priorités spécifiques et communs à poursuivre ;
- établir un ordre de priorité des activités pour commencer la mise en œuvre du HDN, sur la base de critères d'urgence, d'efficacité et/ou de faisabilité ;
- faciliter l'élaboration d'un plan d'action annuel commun et l'inclure dans les ordres du jour et les plans pertinents du Groupe de travail technique de la NiE, du MNTN, des groupes de travail sectoriels et dans le plan de réponse humanitaire.



# ANNEXE 1:

## CHAMP D'APPLICATION, MÉTHODOLOGIE, CONTEXTE ET DOCUMENTS UTILISÉS DANS CETTE ÉTUDE DOCUMENTAIRE

### CHAMP D'APPLICATION

Ce rapport a été réalisé à la demande du GNC et du Secrétariat du Mouvement SUN afin de recueillir les expériences des États touchés par les crises et de proposer des solutions concrètes pour renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour de meilleurs résultats en matière de nutrition. Ce document repose sur trois études de cas de pays — l'Afghanistan, le Myanmar et le Niger — et examine comment les acteurs humanitaires et les acteurs du développement parviennent ou non à collaborer pour améliorer la nutrition. Les études de cas de pays ont également permis d'associer les principales parties prenantes à cet examen critique et de formuler, avec elles, des recommandations concrètes.

Les conclusions et recommandations détaillées sont compilées dans des rapports nationaux indépendants, qui ont été présentés et discutés avec les principales parties prenantes en Afghanistan, au Myanmar et au Niger. Des informations supplémentaires ont été recueillies auprès du Yémen et d'informateurs travaillant dans un large éventail de pays.

L'objectif de l'étude est d'identifier et de partager des exemples de bonnes pratiques et d'identifier des opportunités et des solutions pratiques, spécifiques à chaque pays, pour renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition. Par conséquent, l'analyse n'est pas exhaustive, mais fondée sur l'objectif visé. Seuls les aspects pertinents du contexte et des cadres étudiés sont présentés. Un accent particulier est mis sur les facteurs permettant la collaboration et l'engagement en faveur de la nutrition.

### MÉTHODOLOGIE

L'étude a utilisé un concept de recherche qualitative comprenant une analyse des données secondaires et des interviews de groupes de discussion et d'informateurs clés. Les interviews ont été réalisées entre juillet et septembre 2020. L'anonymat individuel a été assuré, et par conséquent les positions identifiables n'ont pas été signalées. Les informateurs comprenaient des représentants d'institutions du gouvernement central, des Nations Unies, d'ONG/OSC internationales et nationales, des chercheurs et des organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux occupant des postes techniques et de direction. Les interviews ont été structurées autour d'une série de questions visant à saisir les expériences spécifiques des informateurs. Bien que les interviews aient été semi-structurées, la série de questions était largement uniforme d'un pays à l'autre.

La partie documentaire du travail a consisté en une analyse de la littérature. Une stratégie de recherche a été élaborée en se concentrant sur la littérature relative aux approches multisectorielles et sectorielles susceptibles de contribuer à la nutrition, notamment : les cadres politiques et stratégiques ; les mécanismes et cadres de coordination ; la gouvernance, le leadership et l'économie politique ; le financement ; la gestion de l'information et des connaissances, ainsi que les programmes et initiatives. La recherche a été limitée aux informations et aux documents publiés après 2010.

La méthodologie a été adaptée aux contraintes spécifiques imposées par la pandémie du COVID-19. Toutes les interviews et réunions ont été menées à distance à l'aide d'applications de vidéoconférence. Cela a limité à la fois le choix des informateurs et le niveau d'interaction avec les informateurs.

- Le consultant ne pouvait pas utiliser les services d'un traducteur. Seuls des informateurs anglophones ou

francophones ont été interrogés, ce qui a limité la représentativité de l'échantillon en Afghanistan et au Myanmar.

- La majorité des interviews étaient des interviews individuelles.
- Les réunions et les interviews ont été limitées à une heure, tenant compte de la fatigue liée à l'éloignement. Des questions et des informations supplémentaires ont été recueillies par e-mail lorsque cela s'est avéré nécessaire.
- L'éloignement de l'étude a rendu celle-ci moins attrayante pour certains groupes d'informateurs.
- Dans la mesure du possible, la vidéo a été utilisée pour faciliter les interactions personnelles, mais l'utilisation de la vidéo reste limitée, de nombreux informateurs n'étant pas suffisamment équipés ou connectés.
- Dans certains cas, des problèmes techniques ont empêché de conclure les interviews.

Bien qu'un large éventail de parties prenantes, dans les domaines de l'humanitaire, du développement et du gouvernement, ait été contacté, l'étude a été limitée par des contraintes logistiques et de temps ainsi que par la disponibilité des parties prenantes. L'étude a été menée pendant une période de vacances, lorsque les organisations connaissent un fort taux de rotation. La disponibilité des informateurs a également été limitée par des problèmes institutionnels, qui n'ont pas été atténués dans la courte durée de l'étude.

Les résultats de l'étude sont donc limités par ces contraintes spécifiques et leur validité est limitée à un moment précis.

## CONTEXTE

Les études de cas de pays, ce rapport mondial et la note de synthèse connexe ont été préparés conjointement par le Groupe de la nutrition et le Secrétariat du Mouvement SUN, engagé dans la construction du nexus comme nouvelle méthode de travail.<sup>7</sup>

Dans le cadre du processus de réforme humanitaire, l'approche du groupe a été lancée en 2005 pour améliorer l'efficacité des réponses humanitaires grâce à une plus grande prévision, responsabilité, redevabilité et partenariat. Il s'agit notamment de la création du Groupe de la nutrition, qui a été officiellement activé dans 24 pays. Le GNC soutient également les mécanismes de coordination sectorielle dans les pays, comme c'est le cas au Niger et au Myanmar — inclus dans cette étude.

Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) a été créé en 2010 pour inspirer une nouvelle façon de travailler

en collaboration afin de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Elle est aujourd'hui active dans 62 pays et quatre États indiens. Au cœur du Mouvement SUN se trouve les plateformes multiacteurs (MSP). Les MSP sont dirigées et présidées par un interlocuteur nommé par le gouvernement et visent à réunir toutes les parties prenantes de la nutrition — y compris les acteurs humanitaires — autour d'une même table, afin de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, et donc de réduire les besoins humanitaires.

Dans le cadre de cette étude, le Nexus Humanitaire-Développement est défini comme le point central où les acteurs et les programmes humanitaires et de développement se rejoignent pour faire face aux problèmes auxquels ils sont confrontés de manière plus efficace.

La nutrition dans les États touchés par les crises est souvent influencée à la fois par la précarité des services publics, les crises prolongées, les catastrophes récurrentes et le changement climatique. Il est donc nécessaire d'intensifier la collaboration et de cibler et d'adapter les stratégies qu'un HDN pourrait contribuer au développement.

Dans ces contextes, avec le soutien et la participation appropriés, les Groupes de la nutrition et les MSP peuvent tous deux contribuer au renforcement du HDN en soutenant l'identification des domaines de convergence et des gains d'efficacité. Les défis auxquels sont confrontés les États touchés par les crises exigent une certaine flexibilité des mandats et des rôles traditionnels des acteurs humanitaires et du développement.

L'objectif général de l'approche du HDN est de fournir une programmation holistique meilleure et responsable aux populations ayant besoin d'assistance. L'accent a été mis sur la réduction de la fracture entre l'humanitaire et le développement, dans la réduction des risques et de la vulnérabilité, tandis que l'impact des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des conflits sur les populations a également été souligné. L'accent a également été mis sur l'importance des partenariats régionaux et mondiaux spécifiques au contexte, avec des engagements financiers pluriannuels flexibles pour la planification à long terme. Pourquoi ?

1. L'ONU affirme que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire internationale a augmenté de 60 % au cours des cinq années allant de 2014 à 2019 (OCHA, 2019, p. 28). Les crises humanitaires sont devenues de plus en plus complexes, prolongées et susceptibles d'être causées par un conflit. La croissance rapide des besoins humanitaires n'a pas été accompagnée d'une augmentation des financements humanitaires. Trop souvent, le financement de la réponse humanitaire est la principale source de financement pour traiter la malnutrition, même dans des situations de crises prolongées ou récurrentes. Les politiques, les financements et les plans d'action d'urgence sont souvent limités dans le temps et dans leur champ d'application pour atténuer les souffrances immédiates et sauver des

<sup>7</sup> Le renforcement du Nexus Humanitaire-Développement a été identifié par la majorité des parties prenantes comme une priorité absolue lors du Sommet humanitaire mondial sur l'action humanitaire (WHS) en 2016, y compris les donateurs, les ONG, les États touchés par les crises et autres, et a reçu plus d'engagements lors du WHS que tout autre domaine.: [link](#)



vies, ce qui permet une capacité limitée à s'aligner sur des actions de développement à plus long terme.

2. Les catastrophes, les conflits, la fragilité et les changements climatiques ont un impact sur le développement et en compromettent les résultats. Cela est particulièrement vrai dans les crises complexes et prolongées où le développement et l'aide humanitaire sont, dans de nombreux cas, nécessaires et fournis en tandem. Les pays doivent développer des approches à long terme pour lutter contre l'impact des principaux facteurs déterminants de la malnutrition. Cela permettra aux actions humanitaires et de développement d'être plus véritablement complémentaires et de se renforcer mutuellement.
3. Les réponses aux catastrophes ne sont pas suffisamment rapides et appropriées pour atténuer l'impact de ces catastrophes. Les interventions doivent être prévues à un stade précoce, ou du moins en temps utile, afin de réduire efficacement les souffrances de la population touchée et de répondre à ses besoins. Les communautés elles-mêmes et leurs gouvernements locaux sont souvent les premiers à réagir aux catastrophes. Cependant, les investissements ne sont pas suffisants pour renforcer leurs capacités à anticiper, à réagir et à devenir plus résistants. Cela nécessite une programmation adaptative tenant compte des risques, notamment en s'attaquant aux vulnérabilités sous-jacentes et en renforçant les capacités.

Dans le secteur de la nutrition, les divisions entre les activités humanitaires et celles de développement sont encore compliquées par la distinction entre un ensemble relativement étroit d'activités largement axées sur le traitement et spécifiques à la nutrition et une approche multisectorielle plus axée sur la prévention. Dans de nombreux contextes, tant dans le domaine humanitaire que dans celui du développement, on constate l'incapacité à proposer des actions spécifiques et multisectorielles, sensibles à la nutrition, de manière globale dans un ensemble.

**Dans le cadre de cette étude, deux approches ont été examinées, à savoir, mais non exclusivement :**

- les politiques, plans et financements de développement sont plus adaptés aux catastrophes et englobent toutes les formes et tous les aspects de la malnutrition ;
- les interventions humanitaires, tout en répondant aux besoins immédiats, contribuent à renforcer les capacités et la résilience des communautés et des systèmes.

Bien que les engagements internationaux aient été pris par les États Membres, les donateurs et les agences de mise en œuvre lors du Sommet humanitaire mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul en 2016, nombre d'entre eux n'ont pas été mis en œuvre au niveau local et sont donc souvent loin d'avoir un impact réel sur les populations touchées. Cette étude devrait fournir des éléments pour la mise en œuvre du Nexus spécifiquement pour plus de résultats en matière de nutrition.



# DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE UTILISÉS DANS CETTE ÉTUDE DOCUMENTAIRE

Cornelis K, Campo Llopis P, [« Leçons apprises de l'approche du Nexus Humanitaire-Développement-Paix »](#), Capacity4dev, juin 2020, Union européenne.

Gouvernement du Myanmar, [« Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition \(MS-NPAN\) 2018/19 - 2022/23 Plan d'action chiffré »](#), ministère de la Santé et des Sports, juillet 2018.

Gouvernement du Myanmar, [« Stratégie de développement agricole et plan d'investissement du Myanmar \(2018-2019 ~ 2022-23\) »](#), Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation, 2018.

Gouvernement du Myanmar, [« Enquête sur la démographie et la santé au Myanmar 2015-16 »](#), Nay Pyi Taw, Myanmar, et Rockville, Maryland, États-Unis : ministère de la Santé et des Sports et l'ICF, 2015.

Gouvernement du Myanmar, [« Plan national de santé du Myanmar 2017-2021 »](#), ministère de la Santé et des Sports, décembre 2016.

Gouvernement du Myanmar, [« Plan stratégique national de protection sociale du Myanmar »](#), décembre 2014.

Procès-verbal du Groupe de travail technique / Réunions du secteur NiE 2020

Groupe de la nutrition au Myanmar, « Procès-verbal des réunions du sous-secteur de la nutrition de Rakhine » (2019-2020)

Expérience de coordination du secteur de la nutrition, Myanmar, Présentation du secteur de la nutrition (juillet 2020)

Stokke K, Vakulchuk R, Overland, I, [« Myanmar : Une analyse de l'économie politique »](#), Institut norvégien des affaires internationales, 2018.



© UNICEF/UN059889/Thame

# ANNEXE 2:

## PERSONNES INTERVIEWÉES

Nom	Organisation	Poste
Jennie Hilton	LIFT	Spécialiste de la nutrition
Jecinter Akinyi Oketch	UNICEF	Spécialiste de la nutrition
Soe Nyi Nyi	PAM	Coordinateur REACH
Eric Fort	ACF	Directeur de pays (jusqu'à juillet 2020)
Anna Schelling	GIZ	Cheffe de projet Chan de l'Est
Dr Lwin Mar Hlaing	Ministère de la Santé et des Sports	Directrice adjointe du Centre national de la nutrition, et Interlocutrice technique du Mouvement SUN
Rebecca Thompson	FCDO Royaume-Uni	Conseillère humanitaire à Rakhine
Pedro Campo Llopis	DG DEVCO	Chef adjoint de la coopération (jusqu'en août 2020)
Than Htut Aung	ACF	Chef du département santé et nutrition
Dr Thanda Kyi	ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Irrigation	Directrice générale adjointe
Dr Cho Cho Win	ministère de l'Éducation	Directeur général
Dr Kyaw Linn Htin	ministère de la Protection sociale	Directeur du département de l'aide sociale
Nom	Organisation	Agence
Fumito Morinaga	Réseau de l'ONU	PAM
Melody Muchimwe		PAM
Chaw Susu Khaing		PAM
Su Su KYI		Access to Health
Nang Lyan Zar		LIFT
Dinesh Jeyakumaran		OMS
Sanjay Kumar Das		UNICEF
Pyae Phyo Aung		UNICEF
Kyaw Win Sein		UNICEF
Win Lae		UNICEF

# RÉFÉRENCES

Blankenship JL, Cashin J, Nguyen TT, Ip H. « [Retard de croissance et émaciation de l'enfant au Myanmar: Principaux moteurs et implications pour les politiques et les programmes](#) », Nutrition maternelle et infantile, 2020;16(S2):e12710,. / [www.researchgate.net/publication/343853398\\_Childhood\\_stunting\\_and\\_wasting\\_in\\_Myanmar\\_Key\\_drivers\\_and\\_implications\\_for\\_policies\\_and\\_programmes](http://www.researchgate.net/publication/343853398_Childhood_stunting_and_wasting_in_Myanmar_Key_drivers_and_implications_for_policies_and_programmes)

Le programme DHS (Enquêtes démographiques et sanitaires), « [Myanmar : Norme DHS, 2015-16](#) », Enquêtes démographiques et sanitaires.

Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, « [Voir OCHA, 2017. Nouvelle méthode de travail](#) », 2017, pour une description et une définition plus détaillées des termes utilisés.

Banque mondiale, « [Aperçu du Myanmar](#) » La Banque mondiale au Myanmar, octobre 2020

# REMERCIEMENTS

Dr Lwin Mar, directrice adjointe du Centre national de la nutrition, Jecinter Akinyi Oketch, spécialiste de la nutrition au sein de l'UNICEF Myanmar, Soe Nyi Nyi, coordinateur REACH au Myanmar et Sansan Myint, consultant LIFT et coordinateur national pour le MS-NPAN, ont fourni des informations précieuses, ont soutenu l'identification d'informations et d'informateurs clés et ont facilité l'organisation de réunions et de discussions.

Un remerciement tout particulier à toutes les personnes qui ont contribué à cette étude en y consacrant du temps et des idées, malgré leur emploi du temps chargé et les conditions de travail difficiles pendant la pandémie du COVID-19.

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cette étude ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ni celles du gouvernement des États-Unis.

